



Engagé·es
au quotidien

CSA de l'AEFE

25 juin 2026

Déclaration liminaire de la FSU

Monsieur le Directeur général,
Mesdames et messieurs les membres du CSA,

À chaque instance, nous entendons les mêmes mots : “transformation, adaptation, soutenabilité, réforme”. Mais sur le terrain, ce sont d'autres réalités qui s'imposent : **fermetures massives de postes, dégradation des conditions de travail, perte de repères et absence de visibilité sur l'avenir.**

Depuis plusieurs années, la FSU vous alerte. Depuis plusieurs années, les personnels expriment leurs inquiétudes. Depuis plusieurs années, ils et elles demandent à être entendu·es. Et pourtant, jamais ils n'ont eu autant le sentiment que les décisions se prennent sans eux, voire contre eux.

Le paradoxe est saisissant : alors que tout le monde s'accorde à reconnaître que la première richesse de l'AEFE réside dans ses personnels, ce sont eux qui semblent avoir disparu des réflexions sur l'avenir de l'Agence. Pire : toutes les pistes pour réformer l'Agence semblent consister à dégrader les conditions de travail, de prestations, de rémunération. Bravo : vous avez trouvé une solution à tous vos problèmes !

Les **nouvelles fermetures massives de postes** annoncées ou déjà opérées (459 pour les rentrées 2025 et 2026) en sont l'illustration la plus frappante. Derrière chaque poste supprimé, il y a des **missions abandonnées, des équipes fragilisées, des conditions de travail qui se dégradent** et des collègues qui doivent faire toujours plus avec toujours moins. Présenter ces suppressions comme de simples ajustements de gestion revient à nier leur impact humain et professionnel.

Le plus préoccupant est sans doute la méthode. À l'AEFE comme dans les établissements, les personnels et leurs représentant·es découvrent les décisions une fois qu'elles sont prises. Les informations circulent au compte-gouttes, quand elles circulent. Les explications arrivent tardivement, quand elles arrivent. Quant au dialogue social, il est trop souvent réduit à l'exercice consistant à informer des décisions déjà arbitrées, ou à répondre aux questionnements légitimes des personnels soit par le silence, soit par des éléments de langage, ou par des bilans niant les réalités... Le dossier sur l'avantage familial présenté ce jour est indigne de l'opérateur public autant sur la forme que sur le fond. Le **mépris du dialogue social** n'a jamais atteint un tel niveau.

À force de considérer les personnels comme une variable d'ajustement, on finit par fragiliser ce qui fait tenir le réseau. À force de fermer des postes, on finit par perdre des compétences. À force de contourner le dialogue social, on finit par perdre la confiance et l'adhésion du plus grand nombre.

Il serait pourtant temps d'entendre ce que disent les représentant·es des personnels. Car lorsque les agent·es s'inquiètent et lorsqu'ils et elles se mobilisent, ils ne défendent pas seulement leurs droits, Ils défendent **une certaine idée de l'AEFE et du service public** d'éducation au bénéfice de leurs élèves. Nous défendons et défendrons avec conviction l'idée d'un **opérateur public fort, protecteur, qui ne sacrifie pas ses agent·es** au nom de d'orientations politiques, prétextant des contraintes budgétaires.

Pour la FSU, il n'y a pas d'avenir pour l'Agence sans respect des personnels, sans transparence et sans un dialogue social digne de ce nom. Nous continuerons à le rappeler aussi longtemps que nécessaire.

La question qui se pose aujourd'hui est donc simple : **l'AEFE souhaite-t-elle construire son avenir avec ses personnels ou bien contre eux, voire sans eux ?**